



La mesure :
L'assurance de la qualité trace en
filigrane le bien-être du monde

Sommaire

- Normes

- Essais

- Métrologie

- Certification

- Accréditation

Ce bulletin est une reproduction de l'article paru initialement dans le no. d'octobre 2006 d'*ISO Focus*, le magazine de l'Organisation internationale de normalisation. Il est reproduit ici avec l'autorisation du Secrétariat central de l'ISO (www.iso.org). Le coût de l'abonnement annuel est de 158 francs suisses. Demande d'abonnement : sales@iso.org.

Ce bulletin fournit des informations sur l'infrastructure de la qualité dont les éléments constitutifs, les normes, les essais, la certification, la métrologie et l'accréditation, assurent aux économies modernes leur compétitivité sur le marché global. Ce bulletin introduit l'initiative d'un groupe d'organisations connues comme le Comité mixte pour la coordination de l'assistance aux pays en développement dans les domaines de la métrologie, de l'accréditation et de la normalisation (JCDCMAS), qui a pour but d'essayer d'améliorer l'infrastructure commerciale des pays en développement.

Pour obtenir des informations plus complètes :

Adresse: ITC, 54-56 rue de Montbrillant, CH 1202 Genève, Suisse.

Adresse postale: CCI, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

Téléphone: +41.22.730.03.96 - *Fax*+41.22.730.05.76

E-mail: quality@intracen.org - *Internet:* <http://www.intracen.org/eqm>

Table de matières

	Page
1. Normes.....	2
2. Essais	3
3. Métrologie.....	3
4. Certification	3
5. Accréditation.....	3

Mise au point

Avoir les qualités requises

La mesure : L'assurance de la qualité trace en filigrane le bien-être du monde

Votre enfant a un éruption de boutons et vous décidez de consulter un médecin. A la lecture du rapport d'analyses du laboratoire, le médecin vous rassure. Confirmant qu'il s'agit d'une éruption bénigne, il prescrit un lotion antifongique topique délivrée sur ordonnance. Dans quelques jours, toute trace de rougeur aura disparu. Miracles de la médecine moderne ? Assurément! Mais ce qui est plus prodigieux c'est l'intervention d'un réseau invisible immense, qui a garanti la qualité de tous les services et de tous les produits qui ont

contribué aux soins prodigués à votre enfant. Dans la plupart des pays, une infrastructure d'assurance de la qualité garantit que les produits et les services fournis aux citoyens répondent à des spécifications



minimales, qui assurent le bien-être de tous. Or, dans des nombreux pays en développement, cette infrastructure est incomplète, ne permettant pas à ces pays déployer pleinement leur potentiel économique. Conscientes du problème, plusieurs organisations internationales se sont regroupées dans une initiative appelée le Comité mixte pour la coordination de l'assistance aux pays en développement dans les domaines de la métrologie, de l'accréditation et de la normalisation (JCDCMAS). Ce Comité vise à améliorer l'infrastructure commerciale de ces pays. Avant d'aborder le JCDCMAS, nous allons considérer ce réseau invisible de services qui permet aux économies modernes d'être compétitives sur les marchés mondiaux.

L'infrastructure qualité traditionnelle est constituée de cinq éléments fondamentaux : les normes, les essais, la certification, la métrologie, et l'accréditation. Chacune de ces composantes fonctionne avec d'autres pour assurer la qualité des biens et des services produits par l'économie locale. Qu'en est-il dans le détail ?



Les normes — les normes documentaires sont des ensembles agréés de spécifications qui sont définies pour les biens et les services produits et/ou consommés dans une économie locale. La valeur de ces normes est considérable, car elles représentent, pour le producteur comme pour le consommateur, le fondement commun sur lequel s'établit le rapport de confiance indispensable pour toute transaction commerciale.

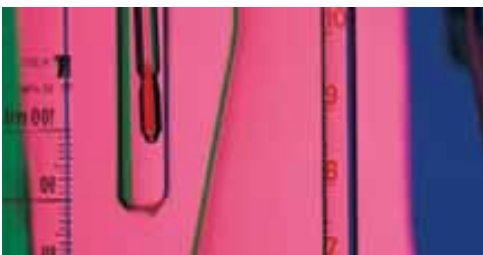
Avec la globalisation croissante des marchés, les Normes internationales (plutôt que les normes régionales ou nationales) sont désormais décisives pour le processus des échanges commerciaux.



Elles garantissent l'homogénéité des règles applicables aux exportations et permettent d'assurer que les importations respectent des niveaux de performance et de sécurité reconnus à l'échelle internationale. Pour les pays engagés dans le commerce mondial, l'adhésion aux organisations internationales productrices de normes revêt une importance croissante. Les trois organisations faitières de la normalisation internationale sont: la Commission Electrotechnique Internationale (CEI, www.iec.ch), qui couvre le domaine de l'électrotechnologie et les d'évaluation de la conformité qui y sont associés; le Bureau de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T, www.itu.int/ITU-T/), qui couvre le domaine des télécommunications; et l'ISO (www.iso.org), qui couvre pratiquement tous les autres domaines techniques, un certain nombre de secteurs des services, les systèmes de management et l'évaluation de la conformité.



Les essais — avant qu'un produit ou un service ne soit commercialisé, il doit être soumis à des essais, qui permettent de vérifier sa conformité aux spécifications qualité détaillées contenues dans les normes documentaires. Dans la plupart des pays, les essais sont conduits par un réseau de laboratoires qui, par le biais d'une accréditation et par des essais de compétence, ont démontré qu'ils sont qualifiés pour évaluer la qualité des produits avec un niveau de compétence et d'indépendance jugé satisfaisant par toutes les parties intéressées.



La métrologie — les essais ne seraient pas réalisables si les caractéristiques des produits ou des services ne pouvaient être mesurées par comparaison à des références physiques ou chimiques de va-

Membres JCDCMAS



leur connue. Pour la qualité du processus d'évaluation, il est donc fondamental de disposer de méthodes adéquates permettant de mesurer les propriétés des produits et des services. Il est particulièrement important de pouvoir raccorder ces mesures à des références nationales et internationales par un processus appelé traçabilité.

"Avec la globalisation croissante des marchés, les normes internationales sont devenues primordiales au processus commercial"

Comme pour les normes internationales documentaires, la globalisation nécessite que bon nombre des mesures relevées localement puissent être démontrées traçables à des étalons nationaux équivalents aux étalons nationaux d'autres pays. Des organisations internationales comme le Bureau international des poids et mesures (BIPM, www.bipm.org) – qui a établi les bases pour un système de mesure unique et cohérent dans le monde, traçable au Système international d'unités (SI) – et l'Organisation internationale de métrologie légale (OIML, www.oiml.org) – qui veille à ce que les lois régissant les questions de métrologie dans chaque pays aient une base internationale uniforme – fournissent l'infrastructure nécessaire pour garantir l'équivalence des systèmes nationaux de mesure de tous les pays.



Certification — en se fondant sur les résultats délivrés par les laboratoires accrédités et sur les spécifications des normes documentaires, les organismes de certification peuvent établir des déclarations par tierce partie de la conformité des produits et des services aux normes écrites régissant leur fabrication et leur livraison sur le marché local et /ou la certification du système de management (SMQ, SME, etc.) de l'entreprise. Avec ces certifications, qui représentent un gage de

confiance quant à la qualité des produits et services qu'ils achètent, les consommateurs n'ont pas besoin de vérifier davantage la compétence du fournisseur.



L'accréditation — les organismes nationaux d'accréditation aident à garantir la compétence du réseau national de laboratoires d'essais et d'étalonnage, en vérifiant que les mesures relevées dans ces laboratoires peuvent être raccordées à des étalons nationaux et en effectuant des essais de compétence qui donnent une indication du niveau de qualification du personnel chargé d'effectuer ces essais. Les organismes nationaux d'accréditation permettent aussi d'assurer la compétence du réseau des organismes de certification, qui exercent leurs activités dans les différents pays, en assurant que les déclarations par tierce partie établies par les organismes de certification reposent sur une systématique cohérente et conforme aux normes pertinentes. Des organisations internationales comme le Forum international de l'accréditation (IAF, www.iaf.nu/) et la Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais (ILAC, www.ilac.org/) s'attachent à garantir que les résultats respectifs des organismes de certification accrédités et des laboratoires accrédités d'un pays donné sont acceptés par les autorités compétentes et les clients d'autres pays au même titre que s'ils provenaient d'un organisme de certification local accrédité ou d'un laboratoire local accrédité. Ainsi les déclarations par tierce partie et les nouveaux essais exigibles dans les ports d'importation sont limités, ce qui épargne des coûts aux consommateurs.

Ensemble, ces cinq éléments ont pour but d'assurer que les produits et les services fabriqués et consommés dans une économie donnée répondent aux attentes qualité des clients potentiels. Dans le cas du commerce international, les importateurs et les exportateurs locaux s'appuient sur les infrastructures qualité nationales et sur les éléments qui viennent d'être décrits pour s'assurer que la qualité des produits n'est évaluée qu'une seule fois. Ils évitent ainsi de refaire des essais coûteux à l'en-



"Adhérence à des Organismes Internationales générateurs des normes est devenue d'une importance cruciale pour les pays qui s'engagent dans le commerce global"

trée des marchés étrangers.

Dans le monde en développement, de nombreux pays sont en train de mettre en place l'infrastructure susmentionnée et, de ce fait, la structure d'assurance de la qualité est par endroits incomplète, situation tout de même préférable à une absence totale d'infrastructure. Il suffit pourtant que l'un des instruments fondamentaux fasse défaut pour que les exportateurs de ces pays soient contraints de solliciter, pour leurs produits ou services, les services d'évaluation de la conformité dans les ports d'entrée. Ils se trouvent alors désavantagés par rapport à la concurrence, avant même d'avoir pu accéder au marché visé. Ces coûts supplémentaires



Métrie, normalisation et évaluation de la conformité - Bâti une infrastructure pour le développement durable, *disponible gratuitement sur le site Web de l'ISO à l'adresse www.iso.org, est une brochure de quatre pages basée sur un document préparé par le Comité commun pour la coordination de l'assistance aux pays en développement dans les domaines de la métrologie, de l'accréditation et de la normalisation (JCDCMAS).*

sont souvent prohibitifs; par exemple, la Banque mondiale estime que 70% de la charge qui pèse sur les exportations de produits manufacturés des pays en développement résulte d'obstacles au commerce. Par conséquent, s'ils veulent être compétitifs sur le marché mondial, les pays en développement doivent mettre en place des infrastructures qualité efficaces conçues pour répondre aux besoins locaux, qui leur permettront d'éliminer les obstacles techniques au commerce OTC résultant de la non-conformité à des spécifications qualité convenues au plan international. Des organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI, www.unido.org/) et le Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI, www.intracen.org/eqm/) œuvrent à la mise en place de ce type d'infrastructures dans le monde en développement au travers de projets de renforcement de la capacité commerciale, dont le but est d'éliminer définitivement les OTC.

Le Comité mixte pour la coordination de l'assistance aux pays en développement dans les domaines de la métrologie, de l'accréditation et de la normalisation (JCDCMAS, voir www.jedemas.org) réunit toutes les organisations spécialisées qui, au niveau mondial, œuvrent pour promouvoir l'infrastructure MAN (métrie, accréditation, normalisation) en tant qu'outil pour le développement économique durable. Ses membres s'efforcent de coordonner leur action en faveur du monde en développement, soucieux de mettre en place une stratégie internationale et un plan de travail permettant d'optimiser les ressources, afin d'aider, dans les délais les plus courts, ceux qui en ont le plus besoin. S'il vous semble que l'assistance du JCDCMAS puisse être bénéfique dans une partie du monde, ou si votre organisation partage nos objectifs et souhaiterait apporter de l'aide, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse suivante :

secretariat@jcdemas.org.

CCI : Promoteur de partenariats

A propos du CCI

Le Centre du commerce international (CCI) est l'agence de coopération technique conjointe de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour ce qui touche aux aspects opérationnels du développement du commerce.

Mission du CCI

Contribuer au développement durable par l'offre d'assistance technique dans les secteurs de la promotion des exportations et du développement du commerce international.

Objectifs stratégiques du CCI

- ▶ **Entreprises** Renforcer la compétitivité internationale des entreprises.
- ▶ **Institutions d'appui au commerce** Développer la capacité des institutions d'appui au commerce pour soutenir les entreprises.
- ▶ **Stratégies commerciales** Soutenir les stratégies commerciales dans l'intégration des entreprises à l'économie mondiale.



Centre du commerce international

C N U C E D / O M C

Pour plus d'information :

Siège : CCI, 54–56, rue de Montbrillant, 1202 Genève, Suisse.

Adresse postale : CCI, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

Téléphone : +41 22 730 0111 *fax* : +41 22 733 4439 *e-mail* : itcreg@intracen.org *Internet* : <http://www.intracen.org>